

« Ce doit être là le fondement de notre relance économique; tant que les entreprises et les fabricants ne commenceront pas à accroître leur stock, tant que les consommateurs ne commenceront pas à acheter le produit de l'usine, le chômage ne diminuera pas sensiblement au Canada. Pourtant, quel encouragement le budget offre-t-il aux consommateurs pour mettre tout ce processus en route? Très peu d'après l'Association des consommateurs du Canada qui donne au budget une cote de C et j'estime qu'elle est généreuse.

● (1125)

« L'achat le plus important que la plupart des consommateurs font durant leur vie est celui d'une maison. Je l'ai dit plus tôt, certaines mesures promettent une période de prospérité dans le domaine de l'habitation. On trouve une proposition visant à améliorer le REEL, le Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété, le Programme de prêts pour l'amélioration des maisons et le Programme d'aide à la remise en état des logements. De toute évidence, il s'agit de mesures de soutien qu'on doit accueillir chaleureusement. Je l'ai dit auparavant et je le redis au ministre chargé de l'habitation. Toutefois, je veux lui donner un conseil de la part des propriétaires de maisons. Ces mesures ne représentent pas un élément important apte à déclencher une relance dans le domaine de l'habitation. Le futur acheteur ou propriétaire de maison doit avant tout croire que les taux d'intérêt ne recommenceront pas à grimper d'ici deux, trois ou quatre ans.

« Si l'inflation est vraiment jugulée, comme le prétendent les députés d'en face, si nous sommes en pleine relance, comme le croit le ministre, un programme garantissant la déduction des paiements hypothécaires dépassant un taux donné d'intérêt n'aurait rien coûté au gouvernement s'il croit vraiment que telle est la situation. Cette initiative aurait favorisé l'achat et la construction de maisons plus que toute autre mesure que le ministre des Finances a insérée dans son budget. Je vois le ministre chargé de l'habitation hocher la tête. De toute évidence, il ne se place pas au point de vue de ceux qui veulent acheter une maison comme je le fais moi-même. C'est la question des taux d'intérêt qui les préoccupe surtout. C'est la grande inquiétude de ceux qui ont perdu leur maison ou paient encore des taux d'intérêt élevés.

« Bien entendu, le budget propose une initiative directe aux consommateurs en leur permettant d'effectuer des retraits de leur REEL. Toutefois, le ministre chargé de l'habitation pourrait peut-être expliquer pourquoi le ministre des Finances n'a pas indiqué dans cette mesure que la disposition s'appliquerait aux produits, aux meubles et aux appareils ménagers fabriqués au Canada. Pourquoi ne pas avoir prévu une disposition en ce sens? Pourquoi ne pas favoriser nos propres fabricants? Pourquoi ne pas leur donner la préférence? Cela aurait aidé et déclenché immédiatement des emplois ici même au Canada. Le ministre des Finances a pourtant dit que c'était là la préoccupation dominante du budget. Mais lorsqu'il a eu l'occasion de faire quelque chose à ce sujet, pourquoi est-ce qu'il n'a pas appliqué cette solution pour résoudre la question de la création d'emplois canadiens au Canada?

Le budget—M. Roberts

Thomas Maxwell, chef économiste du Conference Board au Canada signale que les entreprises ne se mettront pas à investir tant qu'elles n'auront pas vu les consommateurs se remettre à dépenser. Sans dépenses de la part des consommateurs, conclut-t-il, il n'y aura pas de reprise durable.

Je vois que Votre Honneur attend que je termine. Je tiens à ajouter que sans cet engagement des consommateurs, sans cet encouragement des dépenses de consommation, il ne faut pas compter sur une amélioration réelle du chômage énorme qui sévit chez nous aujourd'hui. Le gouvernement n'a rien fait à cet égard dans son budget.

M. le vice-président: Les députés demandent-ils la parole pour poser des questions au député qui vient de parler? Sinon, la présidence accordera la parole au ministre de l'Environnement (M. Roberts).

● (1130)

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Madame le Président, il y a quelques minutes mon collègue, le ministre d'État chargé du Développement économique (M. Johnston), annonçait certains détails et éléments essentiels du programme de projets spéciaux de relance que le gouvernement canadien est en train de mettre sur pied et qui tiennent une place importante dans sa réaction au défi économique que pose le pays. Cette réaction constitue l'un des grands axes du budget présenté par mon collègue des Finances, budget essentiellement de relance. Par sa conception et par ses effets, il va remettre le pays sur ses rails, pour répondre à nos problèmes économiques et tout particulièrement créer des emplois. C'est un budget de relance conçu justement pour créer des emplois à court et à long termes.

Les raisons de ce budget ont été clairement exposées par divers députés. C'est un budget qui repose sur le principe voulant que l'effort majeur de création d'emplois doit être exercé par le secteur privé. C'est un budget qui prolonge l'action que nous avons déjà entreprise pour créer des conditions plus favorables et plus positives pour les activités du secteur privé.

Il y a également un autre volet important à notre action; il s'agit de l'activité propre du gouvernement fédéral pour créer des emplois. Notre gouvernement n'est pas imbu de cet esprit économique à la Reagan qui prétend que seul le secteur privé est capable de créer des emplois et que l'État n'a d'autre rôle que de créer l'ambiance favorable pour que le secteur privé s'en charge. Nous estimons que certains moments appellent une intervention directe de sa part, une participation à la création d'emplois.

L'exposé budgétaire a bien fait voir l'importance pour le gouvernement de prendre sur-le-champ de pareilles mesures. Bien sûr, nous comptons sur les résultats des modifications très favorables que le ministre des Finances (M. Lalonde) a réalisées pour encourager le secteur privé et mobiliser ses intentions d'investissement. Mais il est évident que l'élan majeur du secteur privé ne pourra être donné que vers la fin de 1983 et même bien avant en 1984. Il faut créer des emplois et renforcer le potentiel productif dès maintenant en prévision du redémarrage du secteur privé, dont nous croyons qu'il va se produire grâce aux propositions positives du budget.